

Sous la direction de BÉATRICE GIBLIN
avec la collaboration d'YVES LACOSTE

BENJAMIN AUGÉ, VIACHESLAV AVIOUTSKII,
MYRIAM BENRAAD, MICHEL BOIVIN, SÉBASTIEN COLIN,
FRÉDÉRIC DOUZET, FRÉDÉRIC ENCEL, MARC LAVERGNE,
BARBARA LOYER, LAURENT MALLET, ROLAND POURTIER,
PHILIPPE SUBRA, HERVÉ THÉRY, JULIEN ZARIFIAN

Les conflits dans le monde

Approche géopolitique

2^e édition

ARMAND COLIN

Collection U

Géopolitique

BOULANGER Philippe, *Géographie militaire et géostratégie. Enjeux et crises du monde contemporain*, 2015, 2^e éd.

BOULANGER Philippe, *Géopolitique des médias. Acteurs, rivalités et conflits*, 2014.

CARROUÉ Laurent, *La planète financière. Capital, pouvoirs, espace et territoires*, 2015.

LASSERRE Frédéric, GONON Emmanuel, MOTTET Éric, *Manuel de géopolitique. Enjeux de pouvoirs sur des territoires*, 2016, 2^e éd.

SUBRA Philippe, *Géopolitique locale. Territoires, acteurs, conflits*, 2016.

Illustration de couverture : Alep, Syrie, mars 2016 © Valery Sharifulin/ITAR-TASS Photo/Corbis

Mise en page : Belle Page

Cartographie : Légendes cartographie

<p>Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.</p> <p>Le Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements</p>	<p>d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.</p> <p>Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).</p>
	

© Armand Colin, 2011, 2016

Armand Colin est une marque de

Dunod Éditeur, 11 rue Paul Bert, 92240 Malakoff

ISBN 978-2-200-61161-3

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2^o et 3^o a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Les auteurs

BENJAMIN AUGÉ, docteur de l'Institut français de géopolitique de l'université Paris 8, chercheur associé à l'Institut français des relations internationales (IFRI) (*chapitre 19*).

VIACHESLAV AVIOUTSKII, docteur en géopolitique, chercheur associé à l'Institut français de géopolitique de l'université Paris 8 (*chapitre 10*).

MYRIAM BENRAAD, docteure en science politique de l'IEP de Paris, spécialiste de l'Irak et du Moyen-Orient, chercheuse associée à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM, CNRS) et à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) (*chapitre 6*).

MICHEL BOIVIN, chargé de recherche au CNRS, Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud (EHESS-CNRS) (*chapitre 4*).

SÉBASTIEN COLIN, géographe, maître de conférences à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO), chercheur au Centre d'études français sur la Chine contemporaine (CEFC, Hong Kong) (*chapitre 18*).

FRÉDÉRIC DOUZET, professeur à l'Institut français de géopolitique de l'université Paris 8, titulaire de la Chaire Castex de cyberstratégie à l'IHEDN (*chapitres 8, 21*).

FRÉDÉRIC ENCEL, professeur à PSB Paris School of Business, maître de conférences à l'IEP de Paris, chargé du séminaire Moyen-Orient à l'Institut français de géopolitique de l'université Paris 8 (*chapitre 2*).

BÉATRICE GIBLIN, géographe, professeur émérite à l'Institut français de géopolitique de l'université Paris 8, directrice de la revue *Hérodote* (*Introductions, chapitre 13*).

YVES LACOSTE, géographe, fondateur et directeur de la revue *Hérodote*, revue de géographie et de géopolitique (*chapitres 5, 14, 20*).

MARC LAVERGNE, géopolitologue, directeur de recherche au CNRS, Laboratoire CITERES/université de Tours, Équipe Monde arabe et musulman (EMAM) (*chapitre 15*).

BARBARA LOYER, professeur, directrice de l'Institut français de géopolitique de l'université Paris 8 (*chapitres 9, 11, 12*).

LAURENT MALLET, historien, chercheur au CRISES, université Paul-Valéry, Montpellier (*chapitre 16*).

ROLAND POURTIER, professeur émérite à l'université Paris 1-Panthéon-Sorbonne (*chapitre 17*).

PHILIPPE SUBRA, géographe, professeur à l'Institut français de géopolitique de l'université Paris 8, membre du comité de rédaction d'*Hérodote* (*chapitre 1*).

HERVÉ THÉRY, directeur de recherche au CNRS-Creda UMR 7169 CNRS-Paris 3-Sorbonne-Nouvelle, professeur invité à l'université de São Paulo (USP) (*chapitre 3*).

JULIEN ZARIFIAN, docteur en géopolitique, maître de conférences à l'université de Cergy-Pontoise (*chapitre 7*).

Introduction générale

UNE GÉOGRAPHIE DES CONFLITS semble ne présenter guère plus de caractère de nouveauté qu'une géographie de la santé ou des grandes villes. En effet, la multiplication des atlas géopolitiques et leur succès auprès d'un large public, une émission comme *Le dessous des cartes* ou la cartographie des conflits actuels désormais très fréquente dans la presse ont familiarisé un grand nombre de gens avec la géographie des conflits. C'est d'ailleurs sans doute la raison pour laquelle les inspecteurs généraux et les universitaires en charge du choix des questions pour les concours d'enseignement ont décidé de mettre cette question aux concours de l'agrégation et du CAPES d'histoire et géographie en 2011. Ce choix, qui apparaît donc logique, est en fait le signe d'un profond changement de l'approche universitaire et scolaire de la géographie en France. En effet, jusqu'alors jamais les conflits n'ont été considérés par les géographes universitaires comme relevant des phénomènes qu'il était scientifiquement convenable d'étudier. C'était le champ réservé des historiens pour ce qui est des conflits passés et celui des politologues – ou mieux des militaires – pour ce qui est des conflits présents. Nous en voulons pour preuve l'absence jusqu'à un passé très récent de la géographie militaire à l'université [BOULANGER, 2006] et les réactions longtemps hostiles de quelques universitaires très reconnus dans l'institution envers la revue *Hérodote*, revue de géographie et de géopolitique, malgré sa longévité (160 numéros, 40 ans d'existence) et sa notoriété en France et dans quelques pays étrangers.

Les raisons de ce rejet inconscient ou, pour certains, volontaire des géographes universitaires d'étudier les conflits en général et les conflits armés en particulier, ont été exposées dans différents numéros d'*Hérodote*. C'est d'ailleurs ce rejet pour les conflits qui explique le bruit retentissant que fit, dans le landerneau des géographes universitaires, le « petit livre bleu » d'Yves Lacoste *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*, publié en 1976, la même année que le premier numéro d'*Hérodote* et chez le même éditeur, François Maspero. Le titre du livre avait pour objectif de briser l'image très répandue de la géographie comme savoir scolaire ennuyeux et inutile;

il faisait référence entre autre à une guerre dont les enjeux semblaient alors considérables, la guerre des États-Unis au Vietnam. Le lancement d'*Hérodote* et la publication de *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre* doivent beaucoup à un épisode précis de la guerre du Vietnam, le bombardement américain des digues du delta du fleuve rouge.

C'est en effet grâce à la mise en œuvre d'un raisonnement géographique efficace qu'Yves Lacoste, après être allé sur le terrain durant l'été 1972, put démontrer la stratégie machiavélique des militaires américains. En vérité, pour Lacoste, le conflit a toujours fait partie de la géographicit  [LACOSTE, 1981], c'est-à-dire de ce que les géographes peuvent et doivent prendre en considération dans leurs analyses. Dans son dictionnaire de géographie, *De la géopolitique aux paysages* [2003], il donne une définition du conflit en géographie : « Les territoires sont par excellence objets de réflexion géographique, mais il ne faut pas passer sous silence que chacun d'eux a été et est encore souvent l'objet de multiples conflits, non seulement entre États voisins, mais aussi au sein d'un même État : entre nomades et sédentaires, entre groupes ethniques ou religieux, entre nationaux et séparatistes. » Dans un autre dictionnaire, *Les mots de la géographie*, dictionnaire critique dirigé par Roger Brunet publié en 1992, on trouve aussi une définition de conflit : « Les conflits sont nombreux dans le champ de la géographie, même si celle-ci avait tendance traditionnellement à les euphémiser. » C'est le moins qu'on puisse dire et surtout ce n'est pas « la géographie » qui a tendance à euphémiser, mais ce sont bien les géographes.

Notons que dans ces deux définitions un même exemple est cité : le conflit entre nomades et sédentaires, conflit classique et même emblématique du conflit en géographie puisque présenté comme celui de l'affrontement de deux « genres de vie », expression employée sans doute pour la première fois par Vidal de la Blache (empruntée à Montesquieu qui l'emploie dans *L'Esprit des lois*) et très usitée jusqu'à la fin des années 1950 pour décrire des groupes humains qui ont su adapter leur habitat et leur activité productive à un milieu physique contraignant.

Mais cette présentation du conflit entre deux genres de vie avait un caractère déterministe, comme si les nomades étaient toujours contraints, à cause du milieu physique, de s'approprier les productions des agriculteurs sédentaires en se livrant à la *razzia* (ou au prélèvement de redevances), celle-ci devenant alors une caractéristique du genre de vie nomade et étant de ce fait étendue à tous les groupes nomades quels qu'ils soient. Généraliser ou systématiser le conflit entre nomades et sédentaires conduisait à le simplifier, en le réduisant à deux groupes nécessairement opposés alors que la réalité était souvent bien plus complexe. En effet, des sédentaires pouvaient s'allier à des nomades contre d'autres groupes sédentaires et les conflits entre peuples ou tribus nomades qui se disputaient des points d'eau, des pâturages ou des routes caravanières, ne manquaient pas. Toutefois, de ces conflits-là, les géo-

graphes ne disaient mot, car ils ne pouvaient être expliqués par des conditions naturelles et donc ne semblaient pas relever de leur discipline.

Il n'en est heureusement plus de même désormais, et les conflits sont bien entrés dans le champ de la géographicit . Ils se sont donc peu à peu imposés aux géographes universitaires. Mais une fois ce point admis, la géographie des conflits n'en pose pas moins de délicates questions de méthode du fait de leur extrême diversité : conflit local ou international, conflit latent ou ouvert, conflit armé ou diplomatique, conflits pour la terre, l'eau, le pétrole ou conflit pour des territoires sans enjeu autre que leur caractère sacré aux yeux d'un peuple ou symbolique, ou encore les conflits d'usages contradictoires, etc.

Questions de méthodes

Selon *Le Robert*, le terme *conflit* vient de *conflictus*, choc, lutte, combat au sens d'affrontement physique entre deux ou plusieurs personnes; mais il a aussi pris très tôt le sens figuré de rencontre d'éléments, de sentiments contraires, conflits moraux, d'intérêts, et enfin le sens de contestation entre deux puissances qui se disputent un droit. En géographie, la caractéristique première du conflit est d'être territorialisé, c'est-à-dire qu'il doit s'inscrire sur un ou des territoires qui font l'objet de rivalités de pouvoirs pour en prendre le contrôle et celui des populations qui s'y trouvent. Le territoire est donc le plus petit dénominateur commun de tous les conflits, quels qu'ils soient.

Ces territoires peuvent être de dimensions très variables : de l'ordre de quelques centaines de mètres carrés, comme le mur des Lamentations surmonté de l'esplanade des mosquées   Jérusalem que se disputent juifs et musulmans; de dizaines de kilomètres carrés, à l'image des conflits frontaliers entre la Chine et l'Inde ou entre le Cameroun et le Nigeria à propos du lac Tchad; de centaines de kilomètres carrés, comme le conflit au Darfour; voire en milliers de kilomètres carrés, si l'on pense à la rivalité entre les marines chinoise et indienne dans l'océan Indien, bien que ce ne soit pas à proprement parler un territoire mais une zone d'influence.

Une géographie des conflits peut donc être organisée selon l'ordre de grandeur des territoires, objets de conflits. Néanmoins, un conflit sur un territoire de quelques mètres carrés ne signifie nullement qu'il s'agit nécessairement d'un « petit » conflit sans grand enjeu. L'exemple sans doute le plus connu est assurément celui de la Vieille Ville de Jérusalem et plus précisément encore du mur des Lamentations et de l'esplanade des mosquées. Rappelons que la superficie de la Vieille Ville de Jérusalem-Est est équivalente à celle de la place de la Concorde, et on sait l'enjeu qu'elle représente non seulement pour les populations qui y vivent ou qui sont à proximité mais aussi pour des populations qui en sont très éloignées, qu'elles soient juives, chrétiennes ou musulmanes. Ce qui fait l'importance ou la gravité d'un conflit, c'est bien

l'importance de l'enjeu que représente le territoire pour les protagonistes. On pense bien sûr aux enjeux économiques : pétrole, gaz, métaux rares, terres fertiles, etc., mais aussi stratégiques : détroits, cols, défilés. Comme le montre le cas de Jérusalem ou celui du Kosovo, des territoires qui n'ont ni grand enjeu économique ni enjeu stratégique évident peuvent être l'objet de très fortes rivalités quand il s'agit de territoires chargés d'une grande valeur symbolique, qu'elle soit religieuse, historique ou culturelle. Ces différents types de conflits peuvent encore être classés selon leur intensité, leur durée, leur complexité, leur contexte politique qui peuvent les aggraver ou les désamorcer.

Ainsi, une géographie des conflits est d'abord l'inventaire méthodique de rivalités territoriales, choisies en fonction de certains critères, c'est pourquoi la géographie des conflits relève de la géographie générale, le conflit étant pris comme un phénomène qui se répartit sur l'ensemble du globe et qui, selon les situations géographiques précises, prend des caractéristiques particulières.

Une géographie des conflits implique aussi leur comparaison, de façon à faire apparaître la singularité de chacun d'eux, ne serait-ce qu'en fonction de l'ordre de grandeur des territoires disputés et de leurs configurations géographiques (relief et peuplement). Tout conflit notable se déroule dans une durée plus ou moins longue et nécessite la combinaison de la méthode du géographe et de celle de l'historien en distinguant notamment ce qui relève des temps longs et des temps courts. Cette combinaison est une des forces de l'École géographique française et une de ses spécificités. Élisée Reclus n'affirme-t-il pas que « la Géographie, c'est l'Histoire dans l'Espace et que l'Histoire, c'est la Géographie dans le Temps » (phrase en exergue dans chacun des six tomes de *L'Homme et la Terre*) ? C'est pourquoi il faut préciser les circonstances géographiques précises durant lesquelles le conflit s'est amorcé et celles dans lesquelles la frontière a été tracée.

Si l'on veut qu'un conflit d'importance, par sa durée ou par la taille de l'espace disputé, puisse être comparé à d'autres, pour mieux comprendre les uns et les autres, il faut qu'il puisse être d'abord présenté en des termes relativement généraux et comparables, et non d'entrée de jeu par des noms propres, mais par des noms communs, afin de mieux faire apparaître ressemblances et différences, et ce avant de relater ce que les adversaires dans ce conflit ont de culturellement spécifique. C'est pourquoi, par exemple, dans cette géographie des conflits, la présentation générale du conflit israélo-arabe traitée par Yves Lacoste ne fait pas d'entrée de jeu référence à ce phénomène très particulier qu'est le sionisme qui, bien évidemment, a une importance capitale, pas plus que n'est invoqué ce que l'on appelle « l'islamisme politique », qui a commencé d'apparaître en Égypte dès 1928 et peu après à Gaza qui relevait alors de l'Égypte, c'est-à-dire dès le début du conflit.

Ce qui caractérise les situations conflictuelles, qui relèvent de l'analyse géographique, c'est l'enchevêtrement et la multiplicité des facteurs qui les constituent tant d'un point de vue spatial que temporel et non seulement

dans le temps passé mais aussi dans le temps présent ; ce qui en fait des situations dynamiques qui évoluent plus ou moins rapidement et qui, parfois, peuvent brusquement basculer dans le drame. Pour démêler cet enchevêtrement, il faut mettre en œuvre une démarche à la fois diatopique, c'est-à-dire appuyée sur le raisonnement géographique à différents niveaux d'analyse et sur les intersections des multiples ensembles spatiaux [LACOSTE, 2003], et diachroniques, c'est-à-dire appuyée sur le raisonnement historique qui intègre les différents temps de l'histoire et du présent grâce auxquels il est possible de reconstruire la chaîne des causalités, l'engrenage souvent imprévu du conflit.

À cette maîtrise du raisonnement dans l'espace et le temps, il faut ajouter la prise en compte des représentations que chacun des protagonistes a du territoire, objet de conflit. Ce sont, en effet, elles qui sont déterminantes dans le déclenchement, l'intensité ou la durée d'un conflit.

Les représentations

Une des caractéristiques essentielles de la démarche géopolitique est la prise en compte des représentations contradictoires qu'ont les différents protagonistes du territoire en jeu. Dans le préambule du *Dictionnaire de géopolitique* [1992], Yves Lacoste expose l'importance de la prise en compte des « représentations, des idées géopolitiques personnelles et collectives des protagonistes qui se réfèrent à différents types d'arguments ou de raisonnements qui appartiennent à l'arsenal des théories géopolitiques ». Les territoires concrets sont importants à connaître pour l'observateur détaché du conflit, mais les protagonistes agissent en fonction de représentations des territoires pour le contrôle desquels ils se mobilisent. C'est à ce niveau de l'étude qu'intervient, dans le cas Israël-Palestine, la description des idées au sujet de ces territoires, comme le sionisme ou l'islamisme.

Ces représentations géopolitiques n'ont parfois pas grand fondement historique, culturel ou politique. Mais ce n'est pas parce qu'une représentation est inexacte qu'elle doit être ignorée de l'analyse car elle peut avoir une formidable capacité mobilisatrice, lorsqu'il s'agit du territoire de la nation. Comme l'a démontré Yves Lacoste, la nation est une idée éminemment géopolitique, car elle se réfère à un territoire, à des rapports de forces et à des conflits.

Nombre de combattants sont partis et partent encore à la guerre avec l'assurance de la justesse de leur droit sur le territoire en jeu en sous-estimant la détermination de leurs adversaires tout aussi convaincus de leur bon droit sur ce même territoire. Il faut cette conviction pour accepter de mourir et de tuer. Faire une analyse géopolitique d'un conflit nécessite donc de confronter les représentations géopolitiques antagonistes des adversaires, chacune étant partielle et passant sous silence des données naturelles (généralement de relief) ou historiques qui lui sont défavorables et qui affaiblissent son argumentation.

Démocratie et conflit

On pourrait considérer qu'il y a une sorte de paradoxe à associer ces deux termes, car la démocratie est perçue comme un système politique permettant sinon d'éviter le conflit, du moins de le résoudre par des processus de concertation, de débats, de vote, la décision de la majorité prise à l'issue d'un processus démocratique s'imposant à tous.

On sait que l'idée de démocratie est apparue au sein de la Cité grecque, plus particulièrement à Athènes et, pourtant, cela n'a pas empêché les cités grecques de s'affronter militairement à plusieurs reprises.

La démocratie favorise aussi l'apparition de nouveaux conflits qui ne pouvaient s'exprimer ou se développer dans un contexte de coercition politique ou du moins de moindre expression démocratique. Les mobilisations citoyennes pacifiques qui aboutirent à la chute du mur de Berlin, matérialisation sur le territoire d'un conflit entre deux idéologies, monde communiste et monde capitaliste, ont été rendues possibles grâce à la politique de Mikhaïl Gorbatchev, secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique. En effet, à son arrivée au pouvoir en 1985, Gorbatchev avait lancé la politique de glasnost (transparence) et de perestroïka (restructuration). À l'été 1989, il déclara que l'Union soviétique ne s'immiscerait plus dans les affaires intérieures de ses États satellites. Dès lors, la crainte d'une répression comparable à celle du printemps de Prague (août 1968) s'éloignait. Cette politique permit au système totalitaire d'évoluer vers la démocratie. Mais elle conduisit aussi à l'éclatement de l'URSS et à la résurgence de conflits anciens dont les peuples gardent la mémoire. Mal résolus, ils subsistaient à l'état latent comme dans le Caucase : le Haut-Karabagh, disputé entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, ou la Tchétchénie, dont la population n'avait jamais vraiment accepté d'être sous contrôle de l'Empire russe puis soviétique.

C'est la dislocation de la Yougoslavie qui illustre le mieux la façon dont l'ouverture démocratique a conduit au basculement de conflits masqués en conflits ouverts. C'est, en effet, la révélation par différents leaders parvenus au pouvoir des luttes terribles qui se sont produites durant la Seconde Guerre mondiale entre Serbes, Croates, Bosniaques qui ont relancé les hostilités. Tito, d'origine croate, avait, sa vie durant, interdit qu'on y fasse allusion ; c'est lui aussi qui avait tracé les frontières internes des républiques yougoslaves. Aujourd'hui, la Bosnie-Herzégovine ne doit sa relative stabilité politique qu'à la seule présence de forces militaires étrangères. Fort heureusement, l'accroissement de la démocratie s'accompagne aussi de conflits beaucoup moins dramatiques.

Par ailleurs, la démocratie permet aux citoyens concernés de débattre du bien fondé d'un conflit et parfois de peser sur les choix des responsables politiques. L'un des exemples les plus fameux du poids de l'opinion publique sur l'issue d'un conflit est celui de l'opinion publique américaine dans la décision

du gouvernement américain de mettre fin à la guerre du Vietnam. L'opinion publique était de plus en plus hostile à cette guerre car elle n'en percevait pas ou plus le bien fondé. Rappelons que le but de cette intervention militaire n'était pas de conquérir ce territoire mais d'empêcher que l'influence de l'URSS ne s'y étende. Il faut distinguer les conflits pour la conquête d'un territoire de ceux pour l'extension ou la préservation d'une zone d'influence, même si, sur le terrain du conflit, les conséquences sont identiques (morts et destructions massives), car les causes en sont différentes.

Il est vraisemblable que le rôle de l'opinion publique américaine n'a pas été aussi déterminant qu'on le dit ; néanmoins, la mobilisation de l'opinion publique contre l'engagement de conscrits dans les conflits armés a été l'un des facteurs de la suppression de la conscription et de la professionnalisation de l'armée américaine.

La démocratie est donc un contexte favorable à l'expression de nouvelles revendications qui élargissent dès lors le champ des rivalités de pouvoirs concernant les territoires ; ces rivalités se déroulent autrement, du fait des débats qu'elles suscitent dans la population. D'où l'intérêt civique d'une géographie des conflits. Ces débats sont d'autant plus fréquents que les informations sur les conflits et les représentations contradictoires qu'en ont les protagonistes sont largement diffusées par les médias.

L'exemple de la France à propos des conflits liés à l'aménagement du territoire est à cet égard probant.

Un nouveau champ de conflit : l'aménagement du territoire

Les grandes opérations d'aménagement du territoire et d'infrastructures – autoroutes, aéroports, lignes TGV – comme les grands projets industriels sont de plus en plus souvent l'occasion de contestations. Si, jusque dans les années 1970, l'annonce d'une infrastructure de transport (autoroute, voie ferrée, etc.) était vécue localement comme une aubaine, il n'en est plus de même aujourd'hui. C'est d'ailleurs la contestation par des associations de riverains du tracé de la ligne du TGV au sud de Valence qui a conduit le gouvernement à mettre en place une démarche de concertation (le débat public) afin de prévenir ou de résoudre ces situations conflictuelles. Des projets industriels plus modestes ou le fonctionnement d'entreprises réputées polluantes peuvent eux aussi susciter de fortes oppositions.

Incontestablement, les conflits aménagement/environnement ou développement économique/environnement se multiplient. Ces situations conflictuelles ont une incidence importante pour les promoteurs des projets contestés : retard dans leur réalisation, voire même leur abandon, augmentation des coûts à cause des modifications exigées par les riverains. Ceci traduit

une évolution profonde du comportement social qui résulte non seulement de l'accroissement de la démocratie mais aussi de l'élévation du niveau de vie et de la formation intellectuelle qui favorise des prises de parole sur des questions relevant jusqu'alors exclusivement de la compétence des dirigeants d'entreprises et des ingénieurs des grands corps de l'État. Désormais, les associations, par l'intermédiaire des médias, ont du pouvoir, et les intérêts des uns sont souvent contradictoires avec les intérêts des autres. Or, comme la presse locale rend compte de leurs débats, un grand nombre de citoyens et donc d'électeurs sont informés des enjeux, ce qui peut avoir quelques conséquences sur le plan électoral. C'est pourquoi les élus accordent une grande attention aux discours de ces associations.

La médiatisation des conflits contribue à en diffuser les représentations qui alimentent alors le débat entre citoyens, du moins ceux qui se sentent concernés. Ainsi, la décentralisation a transformé la politique d'aménagement du territoire en un jeu d'acteurs très complexe.

Les critères du choix des exemples

Nous avons choisi d'organiser cette géographie des conflits selon trois critères : la taille du territoire sur lequel s'inscrit le conflit, son intensité et sa complexité qui nécessite pour être comprise de prendre en compte plusieurs niveaux d'analyse et de multiples intersections d'ensembles spatiaux, enfin les représentations contradictoires dont le conflit est l'objet.

La ville, lieu de conflits

Nombre de conflits ont pour théâtre la ville. Cependant, les conflits urbains sont très divers car ils n'ont ni les mêmes causes, ni les mêmes objectifs. Ainsi, il est des conflits urbains dont l'issue peut largement dépasser le seul cadre de la ville où ils ont lieu. Par exemple, prendre le contrôle d'une capitale, lieu central du pouvoir politique et souvent aussi lieu central de l'économie, permet de prendre le contrôle d'un pays. D'autres conflits urbains n'ont guère de conséquences au-delà des territoires où ils ont lieu, même s'ils peuvent, selon leur niveau de gravité, influencer les politiques nationales. C'est le cas des luttes entre quartiers à Paris de 1789 à 1794 qui ont eu des répercussions sur l'assemblée et dans l'ensemble du pays (Montagnards, Girondins). Ils peuvent également influencer les politiques internationales, comme avec Jérusalem, cas géopolitique exceptionnel s'il en est !

Il s'agit principalement de petits territoires, par exemple de quartiers, au sein de grandes agglomérations : affrontements entre quartiers riches et quartiers pauvres, surtout quand ils sont voisins ; mais le plus souvent affrontements au sein des quartiers pauvres (voir le cas de Rio).

Les conflits peuvent être latents puis brutalement réactivés et donner lieu à des affrontements violents à répétition, voire se transformer en guerre ouverte pendant un certain temps, comme ce fut le cas à Beyrouth pendant la guerre civile (1975-1990) ou à Bagdad, après la chute de Saddam Hussein.

Dans nos sociétés démocratiques, ils ont des formes beaucoup plus poliées. Il en est de même pour les rivalités de pouvoir entre acteurs politiques qui s'exercent dans un cadre plus ou moins institutionnel. C'est celui du Grand Paris, où l'enjeu de l'aménagement de la capitale voit s'affronter l'État, la Région, la ville de Paris et les intercommunalités, sans que la création de la Métropole du Grand Paris au 1^{er} janvier 2016 mette fin à ces affrontements car l'enjeu politique majeur reste le contrôle du pouvoir sur le territoire francilien dans son ensemble et sur les dizaines de territoires plus petits qui le composent, villes, intercommunalités, départements.

La frontière, lieu de conflit

C'est presque une évidence, dans la mesure où la plupart des frontières des États résultent de leurs rapports de forces militaires à un moment donné de leur histoire. Un grand nombre de frontières ne sont plus conflictuelles, la souveraineté de chaque État sur son territoire étant bien établie et reconnue de ses voisins immédiats. Cependant, à la suite de l'éclatement de l'URSS et de la Yougoslavie, des conflits frontaliers ont resurgi ou sont apparus pour la première fois (cas de la frontière entre la Russie et l'Estonie ou de Sarajevo), tandis que d'autres, plus rarement il est vrai, disparaissaient comme entre la RFA et l'Allemagne de l'Est, du fait de la réunification.

Les géographes, à la suite de Michel Foucher, se sont alors beaucoup intéressés aux frontières qu'ils avaient longtemps négligées, se contentant d'opposer les frontières « naturelles », par essence non conflictuelles, aux frontières « artificielles ». Il est, enfin, de plus en plus admis que toute frontière est le résultat d'un rapport de force politique et que seules certaines caractéristiques spécifiques du relief peuvent faciliter la défense de certaines portions de frontière. Quand une frontière correspond à un accident topographique, à une vallée ou une ligne de crête, c'est que les responsables politiques et/ou les militaires ont choisi cet obstacle naturel comme devant être la frontière de l'État.

Les conflits frontaliers concernent généralement des territoires de plusieurs dizaines de kilomètres et doivent donc être analysés en portant attention aux caractéristiques géographiques précises du territoire objet de conflit. En effet, le tracé d'une frontière sur une carte à petite échelle (au Sahara, au Moyen-Orient, par exemple) se fait toujours plus rapidement que le bornage sur le terrain, et c'est souvent celui-ci qui fait apparaître les conflits sur des portions de territoire précises où le tracé de la frontière est contesté.

En outre, la complexité des conflits frontaliers est fonction du plus ou moins grand nombre d'intersections d'ensembles spatiaux qu'elle recoupe : relief, anciennes frontières, ensembles linguistiques ou religieux.

Dans les Balkans, où plusieurs nations s'enchevêtraient territorialement, les conflits de frontières étaient très compliqués et donc difficiles à résoudre car plusieurs protagonistes s'affrontaient pour modifier à leur avantage le tracé des frontières et déplacer des populations, plus ou moins proches par la langue mais différentes par la religion. Chaque État revendique les membres de sa nation ainsi que la portion du territoire d'un État voisin où ils se trouvent, mais refuse de céder la portion de son territoire où se trouve une autre nationalité que la sienne.

Ce n'est pas parce que le tracé de la frontière fait consensus que la frontière ne peut plus être un lieu de conflit. En effet, la préoccupation des États développés de limiter les arrivées de travailleurs étrangers sur leur territoire s'accompagne d'un renforcement du contrôle (frontière États-Unis-Mexique) de leurs frontières qui engendrent un conflit entre ceux qui veulent entrer sur le territoire et ceux qui s'y opposent, forces de police ou population.

Au Moyen-Orient, on assiste à la volonté du groupe islamique radical Daech d'effacer par la guerre les frontières entre la Syrie et l'Irak, sous le prétexte que ce sont des frontières coloniales imposées par les impérialismes français et britannique dans le but de créer des États sur le modèle de ceux qui existent en Occident pour diviser les musulmans. Or, selon le Coran, ceux-ci forment une seule et même communauté à la fois religieuse et politique, l'*Umma* ; il faut donc supprimer les États pour la reconstituer. Daech et son leader Abou Bakr al-Baghdadi, calife auto-proclamé de « l'État islamique » ont commencé en instaurant un « État » dont le territoire s'étend de part et d'autre de la frontière irako-syrienne et dont les lois sont conformes à la *charia*.

Les nationalismes régionaux

Alors que dans les pays autrefois colonisés le sentiment de former une nation s'est matérialisé par la conquête de l'indépendance, celle-ci n'a pourtant pas nécessairement suffi à rendre ce sentiment suffisamment puissant pour résister à des mouvements centrifuges pouvant conduire à la partition de l'État, comme c'est le cas avec la partition du Soudan en 2011. De vieux États dont les nations ne se sont pas formées lors de luttes d'indépendance (c'est le cas de la France et de l'Angleterre, par exemple), ne sont pas à l'abri de voir naître des mouvements régionalistes qui, en se radicalisant, peuvent se transformer en nationalismes régionaux qui, dans certaines circonstances, peuvent conduire à l'indépendance. C'est clairement le projet des nationalistes basques en Espagne, et aussi celui des indépendantistes cata-

lans. De même, qu'advientra-t-il de l'Ukraine si les Ukrainiens russophones majoritaires dans les provinces de l'est et soutenus (y compris militairement) par la Russie réclament leur rattachement à la Russie, ce qui est déjà le cas pour la Crimée ?

Le conflit à l'est de l'Ukraine peut être qualifié de nationalisme régional dans la mesure où des Ukrainiens russophones et russophiles n'acceptent pas d'être dirigés par des Ukrainiens de l'ouest non russophones et encore moins russophiles. Ils estiment que la langue russe est menacée au vu de certaines déclarations du gouvernement (même si celui-ci a rapidement fait marche arrière) et que l'association de l'Ukraine avec l'UE était la marque de la volonté du gouvernement de s'éloigner de la Russie et de se mettre sous la protection de l'OTAN, ce qui fut perçu comme un acte de défiance envers la Russie. Armés et soutenus par des forces armées russes, les milices de l'est de l'Ukraine ont affronté l'armée ukrainienne pendant de long mois entraînant de nombreux morts civils et de déplacés réfugiés à l'ouest de l'Ukraine. Le conflit est suspendu depuis mars 2015 après l'intervention commune du président français et de la chancelière allemande supportée par le président russe.

Par ailleurs, l'affirmation de ces nationalismes régionaux est liée à un accroissement de la démocratie et à une plus grande liberté d'expression, ce qui, d'ailleurs, a contribué à leur renaissance et permis d'éviter les affrontements violents en trouvant des compromis, à l'exception notable des Basques, des Corses et des Irlandais de l'Ulster.

Qu'est-ce qui conduit des petits groupes à contester leur appartenance à une nation, à un État ? Pour comprendre le processus qui les amène à une position aussi radicale, il est nécessaire de prendre en compte les représentations, les idées géopolitiques qu'ils se font de leur situation politique. Ainsi, pour les militants de la cause nationaliste régionale, l'idée géopolitique qui conduit leur action est qu'il faut libérer leur territoire et la population qui s'y trouve de la domination d'un État jugé oppresseur, dominateur, responsable du « génocide » (*sic*) de leur culture, de leur langue et, dans certains cas, de leur sous-développement économique ; mais ce peut être aussi la volonté de ne plus partager les fruits de la prospérité économique régionale avec d'autres (Lombardie, Flandre belge, Écosse, Catalogne). L'intensité du conflit est très variable, allant de la revendication culturelle de bon aloi au terrorisme meurtrier, même quand le contexte politique est des plus démocratiques.

La conquête des ressources

De nombreux travaux ont montré le rôle spécifique des ressources naturelles dans l'augmentation du risque de conflictualité. Selon la nature des ressources naturelles, ces conflits qui s'inscrivent dans des territoires précis mettent en

jeu des acteurs de niveaux différents. Par exemple, les investissements très élevés dans l'exploitation du pétrole nécessitent la présence de grandes entreprises pétrolières internationales qui s'appuient soit sur des réseaux de pouvoir nationaux qui eux-mêmes utilisent des relais locaux ; soit sur des rebelles qui peuvent agir aux niveaux national et local et qui, par le conflit, cherchent à prendre le contrôle du territoire pour en tirer profit ; c'est le cas des mouvements sécessionnistes ou autonomistes dans le delta du Niger. Dans le cas des richesses minières, cela peut prendre la forme de guerres de pillage, très localisées sur le gisement ; les armées locales ou milices à bases ethniques utilisent une main-d'œuvre contrainte par la force, l'écoulement de la marchandise devant se faire avec l'aide de réseaux nationaux ou étrangers.

Les ressources naturelles comme les terres arables ou l'eau, rares dans certaines zones, peuvent alimenter des conflits locaux ou régionaux comme au Darfour, au Kivu, ou les conflits pour le moment latents entre l'Égypte et l'Éthiopie à propos des barrages construits par le gouvernement éthiopien sur le Nil ou les barrages turcs construits sur l'Euphrate et le Tigre dans les monts Taurus, région peuplée de Kurdes, ce qui contribue à accroître les tensions entre la minorité kurde et le gouvernement turc.

Compte tenu de l'abondance de la littérature sur la géopolitique de l'eau, nous avons choisi de ne pas traiter directement les conflits liés à l'eau dans cet ouvrage. En revanche, nous avons choisi le cas turc du GAP. Ce grand plan d'aménagement hydraulique décidé par l'État suscite de nombreux conflits très différents les uns des autres : conflits environnementaux, conflits culturels avec la défense du patrimoine archéologique, conflit économique avec la contestation de la culture massive du coton, le tout étant compliqué par la lutte des Kurdes dans cette région du sud-est de l'Anatolie qui voient d'abord dans ces aménagements la volonté des autorités turques de les déposséder de certaines de leurs terres et de renforcer leur contrôle sur l'ensemble de la région.

Deux grandes études de cas

Enfin, il ne peut y avoir de géographie des conflits sans que soient abordées des situations conflictuelles importantes par leurs conséquences géopolitiques au niveau local comme au niveau régional et international.

Ainsi, le conflit israélo-palestinien met en jeu des territoires d'ordres de grandeur très différents. Du plus petit au plus vaste : quelques dizaines de mètres pour le conflit au cœur de Jérusalem ; des dizaines de kilomètres pour le conflit entre Palestiniens et populations des colonies juives en Cisjordanie, pour les tensions existant le long du « Mur » que construisent les Israéliens ou encore pour les zones d'affrontement avec le Hezbollah libanais ; des centaines de kilomètres si l'on considère le rôle de l'Iran qui appuie et finance le Hezbollah au Liban et le Hamas à Gaza ; et, enfin, des milliers de kilomètres si

l'on prend en compte la présence militaire des États-Unis dans la région (avec la VI^e flotte et troupes basées en Arabie saoudite et en Irak, même si le retrait de ces dernières est en cours). L'implication des Américains mais aussi des Européens dans ce conflit (l'Union européenne est la principale donatrice de subventions aux Palestiniens) doit beaucoup à la culpabilité mémorielle de la Shoah pour les uns et les autres.

Le cyberspace est quant à lui désormais perçu à la fois comme une menace et une ressource dans la plupart des conflits géopolitiques contemporains. Pour les armées de nombreuses nations, dont la France, il est même devenu un enjeu stratégique majeur et un champ de confrontation à part entière. Cette représentation laisse peu de place à la vulnérabilité, pourtant intrinsèque, au cyberspace, et encourage le renforcement des capacités défensives et le développement d'un véritable arsenal offensif et de commandements militaires spécialisés. Or le cyberspace représente un véritable défi stratégique. Contrairement aux autres domaines militaires que sont la terre, la mer, l'air et l'espace, ce milieu, né de l'interconnexion globale des systèmes d'information et de communication, n'est pas un milieu naturel. Il est entièrement façonné par l'homme et surtout en reconfiguration rapide et permanente. C'est donc un domaine difficile à appréhender et encore plus à représenter, en raison de sa géographie complexe et changeante, et pour part intangible. On ne sait pas encore très bien ce qu'est un terrain militaire dans le cyberspace, et il n'existe pas vraiment de cartes d'état-major du cyberspace.

PREMIÈRE PARTIE

La ville, lieu de conflits

Introduction

POURQUOI COMMENCER cet ouvrage par les conflits urbains, c'est-à-dire par des conflits qui se déroulent sur de petits territoires parfois d'une centaine de mètres carrés seulement, et non par une présentation à l'échelle mondiale des conflits dans le monde ?

Ce choix répond à la préoccupation de montrer que, quelles que soient la taille du territoire et la diversité des enjeux de conflits, la méthode de leur analyse mise en œuvre reste la même : analyse précise des lieux où se déroule le conflit, de l'extension de son impact au niveau régional, national voire international, identification des rivalités de pouvoir en jeu, prise en compte du contexte géographique (y compris parfois physique, le relief, l'hydrographie), politique, économique, social de son déclenchement, des différents acteurs qui interviennent dans son déroulement et dans sa résolution, et enfin, prise en compte des représentations qu'ont les protagonistes du territoire objet du conflit et comment celles-ci sont utilisées dans les stratégies mises en œuvre pour mobiliser la population.

Complexité et diversité des conflits urbains

L'analyse d'un conflit urbain est complexe, car, si les phénomènes géopolitiques qui s'y déroulent concernent de petits territoires, l'enchevêtrement des causes peut y être aussi compliqué que pour des conflits qui mettent en jeu des territoires beaucoup plus étendus. Il arrive parfois aussi que l'impact d'un conflit urbain puisse s'étendre sur de vastes espaces, s'il s'agit par exemple de phénomènes religieux ou culturels, le plus emblématique de tous étant le territoire de Jérusalem. C'est pourquoi certains conflits urbains nécessitent une approche diatopique qui combine différents niveaux d'analyse (spatial, local, régional, national voire international), et une approche diachronique qui combine différents temps de l'histoire.

Comme pour toutes rivalités de pouvoir, celles qui ont pour territoire une ville ou un quartier reposent sur des enjeux territoriaux précis, mais

aussi sur les représentations que les protagonistes se font des territoires, objets de leurs rivalités.

La ville est devenue le lieu le plus fréquent du déroulement des conflits. Cela est bien sûr lié à la très forte croissance urbaine au niveau mondial et à l'existence de très grandes agglomérations de plus de 10 millions d'habitants parfois. Même si les rivalités de pouvoir se déroulent sur des territoires de petites dimensions, elles peuvent concerner des effectifs de population allant jusqu'à plusieurs centaines de milliers voire 1 million d'habitants, s'il s'agit de très grandes agglomérations. Cette concentration spatiale et démographique rend particulièrement difficiles les analyses de géopolitique urbaine, car la diversité des acteurs et celle de leur niveau de pouvoir peuvent aussi y être extrêmes selon la complexité du conflit et l'importance de son enjeu.

Les conflits urbains sont extrêmement divers. Il en est de terriblement meurtriers quand il s'agit de situations de guerre ouverte : guerre civile comme à Bagdad dans les années qui ont suivi la chute de Saddam Hussein, théâtre d'affrontements entre sunnites et chiites mais aussi entre milices chiites ; guerre civile également à Beyrouth entre 1975 et 1990, mais également en 2008 où la situation fut de nouveau très tendue ; ou guerre classique à Grosnyi en Tchétchénie, massivement bombardée par l'armée russe entre 1994 et 1996. Prendre le contrôle de la capitale est un enjeu majeur dans la conquête du pouvoir ; c'est pourquoi les capitales sont très souvent le lieu de combats très violents. De plus, le combat en milieu urbain est l'un des plus difficiles à mener du fait de l'abondance des espaces masqués entre les immeubles (même si les hélicoptères modifient les conditions de la guerre de rue), de la présence de civils qui empêchent généralement les bombardements massifs et contraignent à bombarder des cibles précises. Souvent, ce type de combats exige d'engager au sol un grand nombre d'hommes et de prendre le risque de la mort de plusieurs d'entre eux.

Toutefois, en dehors de ces conflits liés à des situations de guerre ouverte, d'autres, certes moins meurtriers, se rencontrent également dans l'espace urbain. Ils se produisent le plus souvent dans les très grandes agglomérations qui ont connu et connaissent encore une très forte croissance démographique, c'est-à-dire les grandes agglomérations des pays qui faisaient partie, il y a encore une trentaine d'années, du Tiers-monde. Le taux d'urbanisation y est en effet en forte croissance et les grandes agglomérations, capitales politiques et/ou économiques, concentrent parfois plus d'une dizaine de millions d'habitants.

Cette croissance démographique résulte à la fois de l'accroissement naturel et des migrations internes et venues de l'étranger. Le doublement, voire le triplement de la population d'une grande agglomération, ne peut se faire sans tensions du fait de la surpopulation de certains quartiers qui posent des problèmes compliqués d'aménagement (transports, déchet,

voirie, réseaux d'eau potable, d'électricité, etc.), sources de conflits entre les usagers et les autorités, mais aussi parfois entre les usagers, entre ceux qui paient les services et ceux qui les utilisent illégalement, entre les propriétaires légaux et les illégaux, etc.

En outre, la perception des extrêmes inégalités économiques est beaucoup plus forte en ville du fait de la proximité entre quartiers riches et quartiers pauvres, situation qui, dans certaines circonstances, peut tourner à l'affrontement et au pillage. À ces sources de tensions économiques et sociales s'ajoutent celles qui proviennent des rivalités ethniques et/ou religieuses.

Complexité et violence des conflits des grandes métropoles du « Sud »

C'est pourquoi nous avons choisi de présenter les conflits urbains dans deux grandes métropoles des pays du Sud : Rio et Karachi. Ce choix a été motivé par le fait qu'il s'agit de deux très grandes métropoles sur deux continents, l'Amérique du Sud et l'Asie, qui présentent à la fois quelques points communs et des différences importantes et où les conflits urbains ne résultent pas d'un conflit armé, comme pour Bagdad ou Beyrouth, mais bien des rivalités nées de l'organisation spatiale de l'agglomération et des caractéristiques de la population.

Les facteurs de géographie physique ne jouent pas un grand rôle dans les conflits urbains, surtout quand les accidents topographiques sont peu marqués, ou quand le climat ne présente pas de contrainte particulière (aridité, crues brutales et dévastatrices, etc.). En revanche, il arrive que les accidents topographiques soient suffisamment importants pour déterminer l'organisation sociospatiale du territoire qui peut, elle, être source de conflits.

C'est clairement le cas de Rio avec le contraste si visible des *favelas* construites sur les mornes escarpés qui dominant la baie et les quartiers aisés de Copacabana et d'Ipanema. Les fortes pentes et la faible résistance du granit sous climat tropical ont empêché toutes constructions importantes. Or, les nombreux emplois qu'offrait cette capitale politique – restée, encore aujourd'hui, un très grand centre économique – jusqu'à la création de Brasília, ont attiré et attirent encore nombre de migrants des campagnes brésiliennes à la recherche d'une vie meilleure. Sur ces territoires qui furent longtemps inoccupés, proches des zones d'emplois, des habitations de fortune ont été construites avec les moyens du bord, illégalement et sans bénéficier du moindre équipement (voirie, adduction d'eau, électricité). Avec le temps, les habitations les plus anciennes se sont améliorées et les équipements ont fini par être installés. Toutefois, la croissance démographique y reste toujours plus forte que dans les autres quartiers de Rio, tant

à cause d'un accroissement naturel plus élevé que d'une arrivée continue de migrants. Cette concentration de populations pauvres à proximité de quartiers aisés a inexorablement conduit à l'installation d'une économie de trafics, dont la drogue est devenue le plus lucratif de tous. Ce sont les luttes entre gangs de narco-trafiquants pour s'assurer le contrôle de telle ou telle *favela* qui génèrent des conflits meurtriers. C'est apparemment pour y mettre un terme que les forces armées brésiliennes ont mené une opération spectaculaire dans les *favelas*, en novembre 2010 (chapitre 3).

Karachi a quelques points communs avec Rio : comme celle-ci, elle fut la première capitale politique du pays, elle en reste la première métropole économique (18 millions d'habitants) et attire toujours un grand nombre de migrants. La maîtrise de l'urbanisation est très difficile du fait de l'exceptionnelle croissance démographique de la ville, d'autant plus que l'espace de Karachi est limité au sud par la mer d'Oman, qui débouche sur l'océan Indien, et au nord par le désert. L'étalement urbain ne peut que partiellement absorber la croissance démographique qui s'explique principalement par un accroissement des densités. Compte tenu de la pauvreté d'une partie de la population, les habitats précaires (*katchi abadis*) y sont donc très nombreux. À la violence qui caractérise les quartiers pauvres de toutes les grandes agglomérations dans le monde s'ajoute à Karachi la violence due aux rivalités ethniques et religieuses. Les rivalités ethniques ont commencé dès le retour des Mohajirs (musulmans ayant quitté l'Inde lors de la partition entre l'Inde et le Pakistan) opposés aux Baloutches et aux Sindhis et plus récemment Pachtounes réfugiés d'Afghanistan. Les rivalités religieuses sont plus récentes : elles apparaissent dans les années 1970 avec la politique d'islamisation.

Le choix de Karachi dans notre étude s'est aussi imposé à cause de la complexité des conflits urbains qui s'y sont produits ces dernières années. En effet, face aux rivalités économiques, sociales, ethniques et religieuses, on trouve désormais des rivalités liées à l'arrivée de talibans réfugiés des zones tribales pachtounes du nord-ouest du Pakistan.

Pour comprendre les raisons de ces conflits complexes, la démarche diatopique est indispensable. C'est en changeant de niveau d'analyse, c'est-à-dire en passant du quartier urbain où le conflit a lieu, au niveau régional, puis national et enfin international avec le rôle des États-Unis dans la guerre en Afghanistan, que l'on peut comprendre les rivalités et les enjeux de pouvoir qui se jouent dans quelques quartiers de Karachi (chapitre 4).

Les conflits urbains des sociétés démocratiques développées

Considérant que la géographie des conflits est une question de géographie générale, il faut présenter, dans la mesure de l'espace imparti dans cet ouvrage, des cas représentatifs de situations conflictuelles qui se retrouvent en différents lieux du globe. En précisant toutefois que chaque cas est singulier, même s'il présente quelques caractéristiques qui permettent de le comparer à d'autres, ce qui justement aide à faire apparaître sa singularité.

Il existe, dans des sociétés démocratiques développées, des conflits urbains violents qui ont pour origine des causes économiques et sociales sans avoir toutefois le facteur aggravant d'une très forte croissance démographique propre aux grandes agglomérations des pays du « Sud », qui contribue à rendre ces conflits beaucoup plus violents. Cependant, du fait des systèmes sociaux de ces pays, les inégalités économiques et sociales à elles seules ne suffisent pas à faire éclater le conflit. Il faut d'autres facteurs : par exemple, dans le cas de la France, la mort accidentelle d'un jeune Français d'origine maghrébine ou d'Afrique subsaharienne d'une cité de banlieue dans laquelle la police est impliquée. Ce scénario est à l'origine de la plupart des violences urbaines depuis les années 1980. Pour se produire, ce type de conflit ouvert contre les forces de l'ordre nécessite la réunion d'un certain nombre de phénomènes en un même lieu : quartier d'habitat social collectif dense, faible mixité sociale, jeunesse de la population, taux de chômage élevé (très élevé même pour les jeunes), Français à la peau foncée suscitant le racisme des « blancs » eux-mêmes victimes du racisme des premiers.

Le cas de la France est singulier. Les banlieues dites « difficiles » sont des petits territoires sur lesquels se pose de façon aiguë et contradictoire la question très géopolitique de la nation et du peuple français. En effet, dans ces banlieues se trouvent concentrés nombre de Français issus de populations autrefois colonisées. Or, dans l'esprit des Français des générations nées avant les années 1960, y compris les enfants d'immigrés italiens, polonais, belges, la France est une nation enracinée dans l'histoire culturelle et politique ancienne du seul hexagone; elle n'inclut donc pas l'histoire de l'empire colonial qui, dans leur représentation, ne fait pas partie du territoire « national ». Or, de nombreux Français sont nés dans des familles originaires de pays où l'idée de nation s'est forgée ou consolidée dans la lutte contre la domination française : Tunisie, Algérie, Maroc, mais aussi Sénégal, Côte d'Ivoire... Ces immigrés sont arrivés en France pour fuir la misère ou la guerre, mais beaucoup d'entre eux n'ont jamais abandonné l'espoir de revenir et d'enraciner à nouveau leur famille dans le sol natal. Leurs enfants ne sont plus « là-bas », pas non plus complètement « ici », ils se retrouvent porteurs de diverses traditions et sont pris dans des fidélités

contradictoires : celle que leur famille tente de leur inculquer malgré le déracinement, et celle que leur transmettent l'école et leurs cercles d'amitiés en France.

Par ailleurs, depuis près de trente ans, pour éviter la dégradation de la situation et la croissance des violences, l'État a mis en place une politique d'aide territorialisée. Le principe de l'aide ciblée sur des territoires visait à ne pas mettre en place une discrimination envers les personnes départagées selon des critères multiculturels incertains (« race », couleur de peau, ethnie...). Ces politiques ont été utiles, mais sans doute insuffisantes, car l'amélioration de l'habitat, le désenclavement de certains quartiers, leur « dé-densification », la création de zones franches pour attirer des emplois, ne peuvent empêcher la dégradation de l'image de ces quartiers. C'est pourquoi le débat est toujours plus intense sur la question de savoir comment aboutir à une égalité réelle qui diminuerait le risque de conflit d'envergure dans ces territoires ou partant de ces territoires.

Enfin, si la très grande majorité de la population qui réside dans ces banlieues n'aspire qu'à une vie tranquille, il y a néanmoins une petite minorité d'hommes jeunes délinquants plus ou moins impliqués dans des trafics dont celui de la drogue. Les rivalités entre bandes de trafiquants pour le contrôle de territoires où se pratique la vente génèrent de graves conflits meurtriers – comme dans les cités du nord de Marseille – qui empoisonnent la vie des habitants et qui contribuent à les discriminer aux yeux du reste de la population. La ville est aussi, du fait de l'immigration d'étrangers venus de milieux culturels de plus en plus divers, le lieu du regroupement de ces populations par communautés par le biais des réseaux d'entraide notamment. Le caractère multiculturel d'une population ne devient un problème que dans le cas où les revendications de certains groupes s'inscrivent dans des stratégies visant à contrôler des territoires urbains par le biais d'un affichage dans l'espace public, de pratiques qui peuvent susciter des débats et polémiques dont l'impact s'étend aux débats géopolitiques nationaux, tel que le port du voile intégral.

Néanmoins, chaque conflit a sa singularité qu'il est utile d'identifier pour mieux le comprendre. Analyser ce type de conflits revient à repérer et à tracer sur une carte l'ensemble spatial de chacun des phénomènes pris en compte, en accordant de l'attention au(x) phénomène(s) qui, justement, le distingue(nt) des autres. Dans les sociétés démocratiques développées, il est de très nombreux conflits urbains qui n'ont aucun caractère de violence et qui n'en relèvent pas moins de l'analyse géopolitique. L'expression du mécontentement, de l'opposition y prend des formes plus policées, manifestations, référendum d'initiative populaire, sanction aux élections, tribune dans la presse : autant de moyens de créer un rapport de force pour contraindre le pouvoir, qu'il soit local, régional ou national, à revenir sur sa décision. En effet, surtout dans les sociétés démocratiques, les rivalités

entre forces politiques se combinent à des relations socio-spatiales, à des alliances ou ententes, parfois même entre anciens adversaires.

Le cas du conflit suscité par le Grand Paris est à cet égard exemplaire. Il est rare qu'un projet d'aménagement suscite aussi longtemps l'intérêt des médias nationaux mais aussi locaux, car l'aménagement de la capitale concerne tous les Français et l'enjeu est de taille puisqu'il était annoncé par le président de la République comme étant l'aménagement qui éviterait le déclin de la ville capitale et assurerait son avenir de ville-monde. Cependant, pour nombre de Franciliens, l'enjeu est tout autre : il est de savoir si cet aménagement se traduira par une amélioration réelle du réseau de transports en Île-de-France. Les représentations du devenir de ce territoire ne se posent donc pas du tout au même niveau : mondial pour le chef de l'État, local et régional pour la population d'Île-de-France et ses élus.

Mais, comme le montre l'analyse de Philippe Subra (chapitre 1), deux enjeux très géopolitiques expliquent la forte mobilisation des acteurs et les positions qu'ils ont adoptées. Il s'agit de la façon dont ce vaste et riche territoire, centre toujours incontesté de la vie politique, culturelle et économique de la France, serait gouverné et administré et surtout par qui : l'État et ses hauts fonctionnaires, les élus de la Région, les représentants des intercommunalités, les élus locaux. Le tout avec en arrière-fond l'enjeu d'une reconquête, par la droite, de Paris et de la région Île-de-France.

L'exceptionnalité de Jérusalem

Jérusalem est un cas unique dans l'histoire et la géographie du monde. Il ne peut donc être rapproché d'aucun grand type de conflit urbain. Pourquoi alors l'avoir gardé dans cet ouvrage de géographie générale ? C'est sans doute parce que la ville, en tant qu'objet de conflit urbain, est la plus connue dans le monde, même si les caractéristiques précises du territoire ne sont, elles, guère connues. La résolution de ce conflit signifierait la fin d'un des conflits les plus célèbres, considéré comme l'un des plus dangereux pour la stabilité du Proche-Orient, mais aussi pour des espaces bien plus vastes (certains évoquent même la stabilité du monde!).

Le cas de Jérusalem est en fait exemplaire de l'efficacité de la démarche géopolitique qui est à la fois diatopique et diachronique et qui tient compte des représentations contradictoires du territoire. Jérusalem illustre mieux que toute autre ville quatre points essentiels de la démarche géopolitique :

- les rivalités de pouvoir pour le contrôle d'un très petit territoire peuvent avoir un impact sur des espaces de beaucoup plus vastes dimensions ;
- les représentations contradictoires que se font du territoire les protagonistes du conflit sont indispensables à prendre en compte pour comprendre la très difficile résolution de ce conflit ;

- le raisonnement diachronique alliant des temps longs et même très longs aux temps courts des affrontements politiques récents est indispensable;
- les caractéristiques du milieu physique (topographie et sécheresse méditerranéenne) jouent aussi leur rôle dans les stratégies mises en œuvre, principalement par les Israéliens.

Ajoutons encore que, dans la société démocratique israélienne, les rivalités de pouvoir pour le contrôle du territoire s'exercent aussi entre Israéliens, car tous n'ont pas la même représentation de ce que doit devenir la capitale éternelle et sacrée d'Israël.

Le Grand Paris : conflits autour de l'aménagement et de la gouvernance de l'agglomération

EN ÎLE-DE-FRANCE, les années 2007-2015 auront été celles du Grand Paris. D'abord, sur le plan de l'aménagement, avec le lancement d'un gigantesque chantier, celui du « Grand Paris Express » : 200 kilomètres de lignes nouvelles de métro, situées principalement en petite couronne, qui seront mises en service progressivement d'ici 2035, et permettront de relier Paris, les deux aéroports de Roissy et d'Orly et les principaux pôles de développement de l'agglomération, comme La Défense, La Plaine-Saint-Denis, Marne-la-Vallée, mais aussi l'est, sinistré, de la Seine-Saint-Denis, avec notamment une station à Clichy-sous-Bois-Montfermeil, point de départ des émeutes urbaines de 2005.

La construction du nouveau réseau aura des répercussions majeures sur le fonctionnement de l'agglomération et sur le quotidien de millions de Franciliens : le glissement des fonctions centrales vers des pôles secondaires en dehors de Paris va s'accroître, la mobilité va s'améliorer, tout comme l'accès aux emplois et aux services.

Ensuite, sur le plan des représentations collectives, avec la prise de conscience encore incomplète, mais réelle, chez les responsables politiques comme chez les habitants, d'une nouvelle identité territoriale commune, dépassant l'opposition historique Paris-banlieue.

Enfin, en termes de gouvernance, avec la création, pour la première fois dans l'histoire de l'agglomération, d'une instance de gestion intercommunale à l'échelle de sa partie centrale, Paris et les trois départements de petite couronne, baptisée la Métropole du Grand Paris (MGP).